**[81:C:2]**

 **Affidavit à l'appui**

 [*no du dossier de la cour*]

 COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

 [*intitulé de l'instance*]

 AFFIDAVIT DE [*nom*]

 Je soussigné, [*nom*], de la municipalité de [*municipalité*], homme d'affaires, DÉCLARE SOUS SERMENT :

1. J'agis comme requérant dans le cadre de la présente requête. Aux fins du présent affidavit : je tiens pour véridiques les renseignements qui m'ont été communiqués par des tiers; quant aux autres faits, ils me sont connus directement.

2. Le [*date*], j'ai reçu signification de la déclaration d'une action intentée devant la Cour de l'Ontario (Division générale) et portant le no ... Cette action a été intentée contre moi par mon ancien employeur. Il allègue que j'ai fait de la sollicitation auprès des clients de la société après mon départ et que cette pratique était indue.

3. Le [*date*], j'ai retenu les services du cabinet [*nom du cabinet*] pour qu'il me défende dans cette action. J'ai alors versé 5 000 $ d'acompte à ce cabinet. Le [*date*], je lui ai versé une somme additionnelle de 2 500 $.

4. Le procès a été une expérience très difficile pour ma famille et pour moi-même. J'ai dû m'absenter de mon nouvel emploi pour me présenter à un interrogatoire préalable et rencontrer mon avocat. Les dépenses du procès m'ont occasionné des difficultés financières.

5. Le [*date*], Me [*nom*] et moi avons discuté des comptes impayés de son cabinet. Ces comptes s'élevaient à ... $. Il m'a dit que ses associés lui avaient recommandé d'être sévère en ce qui concernait les comptes impayés. Il m'a demandé une somme supplémentaire de 5 000 $ pour continuer à me représenter. J'ai expliqué à Me [*nom*] que je ne disposais pas d'une somme pareille, mais que j'essaierais de trouver des fonds en me départissant d'un placement au cours des prochains mois.

6. Trois semaines plus tard, j'ai eu la surprise de recevoir des documents de procédure du cabinet [*nom du cabinet*]. Celui-ci demandait, par voie de motion, l'autorisation de se retirer du dossier de l'action. J'ai alors téléphoné à Me [*nom*], qui m'a donné certaines explications. Il avait reçu l'instruction de cesser de me représenter si je ne payais pas la totalité des comptes en souffrance à son cabinet. Me [*nom*] m'a également signalé qu'il retiendrait mon dossier tant que je n'aurais pas réglé ces comptes.

7. Une conférence préparatoire était prévue pour le [*date*], mais mon nouveau procureur a dû annuler cette rencontre parce qu'il avait été incapable d'obtenir mon dossier du cabinet [*nom du cabinet*]. J'ai déposé une plainte au Barreau contre le cabinet [*nom du cabinet*] et contre Me [*nom*], mais il m'a été répondu qu'on ne pouvait rien pour moi. Une autre conférence préparatoire a été fixée pour le [*date*], mais je ne pourrai donner des instructions claires à mon nouveau procureur tant que je ne rentrerai pas en possession du dossier que mes anciens procureurs retiennent.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT, etc.